

Serge Allegrezza

# Richesse et bien-être : de (bons) chiffres pour un débat démocratique

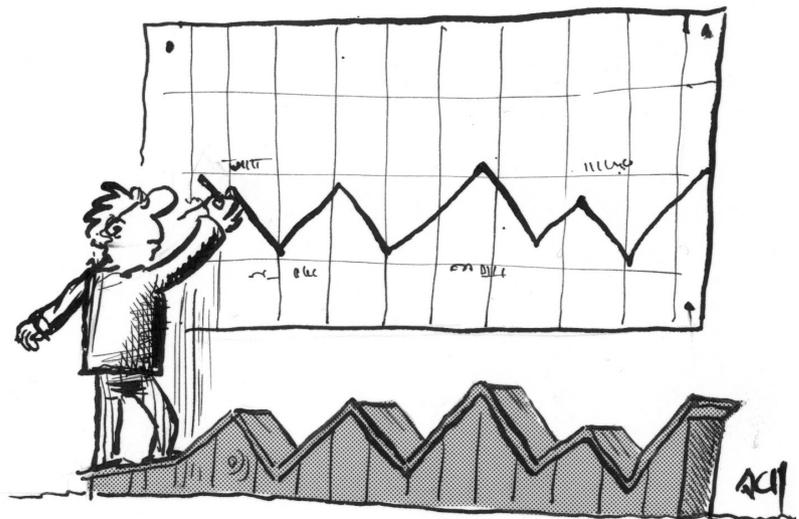
L'écologie politique ou des mouvements sociaux bien-pensants s'adonnent souvent à une critique facile, superficielle, voire dangereuse du PIB, contre un symbole qu'ils ressentent comme une émanation de la dictature de l'économie, de la « société de marché ». Les indicateurs quantitatifs traditionnels semblent glorifier, aux yeux de leurs critiques, le court terme, les valeurs marchandes et monnayables, le quantitatif par rapport au qualitatif. Mais en procédant de la sorte, de nombreux intellectuels évacuent un peu vite le rôle fondamental des comptes nationaux, avec leur agrégat phare qu'est le PIB, pour ne jurer que par une kyrielle d'indicateurs alternatifs, souvent hétérogènes, flous et généralement mal assimilés. L'aversion contre la statistique mène rapidement aux envolées lyriques et à la spéculation métaphysique, alors qu'en réalité nous ne disposons toujours pas des informations essentielles pour alimenter un débat digne dans une société démocratique : le niveau et la distribution du patrimoine financier, immobilier, foncier, l'économie souterraine... Autant de données qui restent dans l'ombre, sans que cette lacune ne suscite d'émoi public.

L'auteur de ces lignes voudrait argumenter qu'il est parfaitement possible et souhaitable de s'accorder sur une panoplie bien ordonnée d'indicateurs divers

permettant d'appréhender l'activité productive, la richesse (patrimoine sensu lato) et le bien-être. Contrairement à une mode simpliste, les indicateurs classiques – comme le PIB – ont, dans un tel arsenal, toute leur place.

Il faut rendre grâce à l'Observatoire de la compétitivité, un service du ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, d'avoir initié un séminaire consacré à l'étude critique des indicateurs de richesse et de bien-être en par-

tenariat avec la Chambre des employés privés<sup>1</sup>. Cette initiative devrait relancer, au Luxembourg, le mouvement très ancien des « indicateurs sociaux », construits, chez nos voisins dans les années soixante-dix, pour donner une autonomie véritable à la question sociale et faire contrepoids à l'information économique dominante. Les nouveaux indicateurs de richesse semblent faire des émules un peu partout et sont soutenus par les organisations internationales comme l'OCDE.



Le colloque sur « les nouveaux indicateurs de richesse » a fait ressortir clairement qu'il n'y a pas d'indicateurs parfaits de la richesse ou du bien-être. D'abord, parce que tout indicateur ne fait que renvoyer à des conventions arbitraires qui se basent sur des conceptions particulières du bien-être de l'individu et de la bonne société des philosophes. Pour le prix Nobel d'économie, Amartya Sen, par exemple, le bien-être, c'est la liberté ou plus précisément les « fonctionnements » et les « capacités » qui permettent de réaliser les buts que les individus se sont donnés. On est loin de la simple possession de choses comme critère de bien-être. Ensuite, parce que les données permettant d'évaluer la distribution de la fortune ne sont pas disponibles. Enfin, parce qu'il faut agréger, synthétiser une grande quantité d'information, ce qui pose le problème de l'agrégation et de la pondération des indicateurs individuels. Cet article puise volontiers dans le *Kaléidoscope 2006* du Statec, une véritable mine de données commentées.

## Le PIB ne mesure pas le bonheur national brut

Les statisticiens n'ont jamais prétendu faire du produit intérieur brut (PIB) un thermomètre du bonheur ou un étalon de la richesse. C'est le succès médiatique et l'usage immodéré dans la sphère politique qui est à l'origine du fétichisme de ce chiffre. D'ailleurs, qui peut se targuer de connaître un tant soit peu le mode de calcul du produit intérieur brut et la signification de cet agrégat complexe ? Il suffit de voir les commentaires narquois de la presse locale lors de la révision inévitable, obligatoire, des comptes

nationaux trimestriels pour se rendre compte de l'étendue de l'inculture économique qui caractérise ceux-là mêmes qui devraient rendre accessible des chiffres aussi importants.

La comptabilité nationale a mis plusieurs décennies à se constituer et continue à se transformer profondément au sein des instances internationales. Les études

### Les statisticiens n'ont jamais prétendu faire du produit intérieur brut (PIB) un thermomètre du bonheur ou un étalon de la richesse.

montrent que le PIB corrèle très fortement avec de nombreux indicateurs dits alternatifs, censés refléter le bien-être, mais il s'en distingue aussi, ce qui justifie des indicateurs complémentaires aux comptes nationaux (cf. infra).

Le produit intérieur brut (PIB) – qui est un agrégat des comptes nationaux – mesure le total des biens et services produits pendant une année dans une économie nationale par les unités productrices résidentes (entreprises, ménages et administrations). L'activité est définie par le système onusien de comptabilité nationale de manière très large comme une activité destinée à créer des biens et des services habituellement échangés sur un marché et/ou obtenus à l'aide des facteurs de production échangés sur un marché. On connaît le biais monétaire de cette approche : les bricoleurs, les femmes au foyer, les bénévoles déploient une activité que ne trouve pas

de trace dans les comptes, alors que les services publics rendus par une administration sont retracés. En conséquence, le PIB *ne peut* mesurer le « bien-être », mais le « beaucoup avoir » ou le « beaucoup produire ».

Pourtant, avec quelques ajustements, il est possible d'amender le PIB – en intégrant ou en retranchant certaines composantes – de manière à enlever certains biais trop criants à défaut de le rapprocher d'une mesure de bien-être.

## Le revenu national brut par habitant

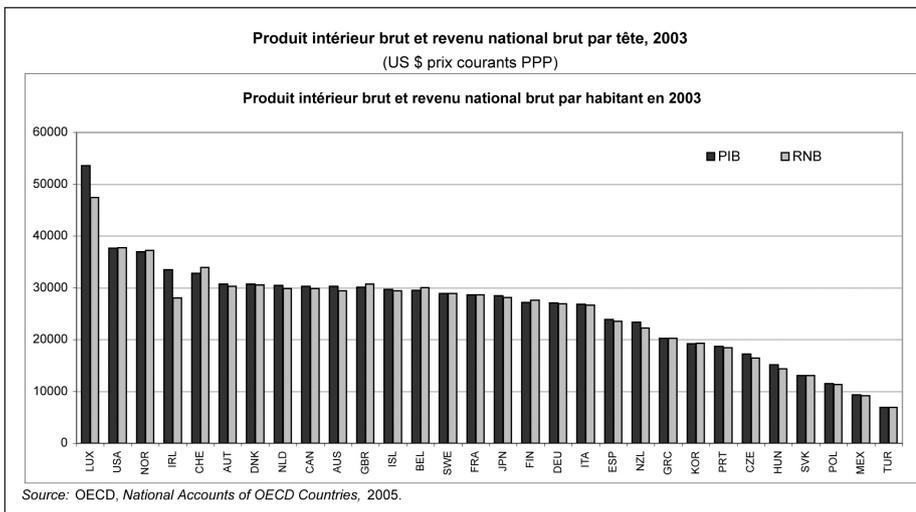
Le niveau élevé du PIB par habitant au Luxembourg (et l'écart important par rapport aux autres pays) peut être expliqué, entre autres, par la part importante des frontaliers dans l'emploi. Ceux-ci représentent quelque 40 % de l'emploi salarié et plus du tiers de l'emploi total. Ils contribuent au PIB et font partie du marché du travail, mais ne sont pas compris dans la population et, en conséquence, n'apparaissent pas au dénominateur du rapport PIB/population.

Lorsqu'en partant du PIB, on tient compte des transferts de revenus (en retranchant les revenus primaires versés par les unités résidentes à des unités non-résidentes et en l'augmentant des revenus primaires reçus du reste du monde par des unités résidentes), on obtient le revenu national brut (RNB). Le RNB et le PIB peuvent évoluer différemment en raison d'effets de « termes de l'échange », en dehors des fluctuations dans les transferts avec l'étranger (voir graphique ci-contre).

Les déterminants du bien-être de l'individu et de l'ensemble de la société ne relèvent pas seulement de la production et de la consommation de ressources économiques, mais d'autres aspects importants pour les individus et la cohésion sociale, comme les loisirs et la répartition de la fortune et de la richesse.

## L'ajustement par le temps de loisir

Le temps de loisir de l'individu est important lorsqu'il s'agit d'évaluer le bien-être, et les choix des travailleurs quant à l'allocation de leur temps ont une incidence directe sur les comparaisons internationales d'agrégats économiques. Pour la plupart des pays de l'OCDE, le différentiel négatif de PIB par habitant



par rapport aux États-Unis tient à un niveau relativement faible d'utilisation de la main-d'œuvre en termes d'heures travaillées par personne.

Si l'on ajoute une estimation du niveau du temps de loisir des travailleurs au PIB par habitant, le « bien-être » augmente dans tous les pays, mais à des degrés différents. Des explications possibles des déterminants des différences de temps de loisir d'un pays à l'autre sont délicates : d'une part, la préférence des Européens pour les loisirs et, d'autre part, le rôle des politiques et des institutions, qui peuvent aussi bien diminuer qu'accroître la durée du travail. D'une manière générale, le niveau de PIB « ajusté par les loisirs » des pays européens comparés aux États-Unis est plus élevé que le PIB par habitant sans cet ajustement.

### La prise en compte des inégalités

La répartition du revenu national entre les ménages est une dimension importante de la richesse d'un pays. Comme les données sur la fortune sont rares (inexistantes au Luxembourg), on se contente de mesurer l'inégalité des revenus disponibles (déductions faites des impôts et après transferts sociaux). Il y a une corrélation positive entre le niveau d'inégalité et les niveaux du PIB par tête. De plus, l'inégalité des revenus a décliné dans les pays qui avaient une croissance plus forte. Dans le rapport *Travail et cohésion sociale* du Statec, les revenus disponibles des ménages sont analysés sur base de l'enquête communautaire sur les conditions de vie (EU-SILC).

Les comptes satellites, d'une part, et les comptes sociaux et écologiques, d'autre part, peuvent enrichir la boîte à outils offerte aux statisticiens et aux chercheurs. Ces outils restent largement inexplorés au Luxembourg.

### IDH et les indicateurs synthétiques

Une autre tentative pour dépasser le PIB par habitant est le fameux indicateur de développement humain (IDH) de l'ONU (UNDP) qui se compose de trois éléments normés et pondérés : le PIB par habitant, l'espérance de vie et le taux de scolarisation. Cet indicateur jouit d'un prestige très important en raison des comparaisons qu'il permet avec les pays en voie de développement. Il s'avère peu intéressant pour le Luxembourg, car des variations infimes au niveau de l'indicateur

de scolarisation impliquent des changements significatifs dans le classement des pays. Le Luxembourg est repassé loin en dessous après avoir occupé la 3<sup>e</sup> place, en raison du taux de scolarisation plus faible et de la sensibilité de cet indicateur aux erreurs d'échantillonnage.

Le mouvement des indicateurs sociaux des années soixante-dix s'était fixé comme objectifs de construire un système d'indicateurs complet tentant de

**Les indicateurs synthétiques séduisent les médias qui en sont friands en raison de la simplicité des résultats et le hit-parade des pays qu'ils permettent de dresser.**

faire correspondre des statistiques de base aux préoccupations sociales. Il a échoué avec l'irruption de la crise mondiale et les chocs pétroliers des années quatre-vingt (Gadrey, 2005 ; Perret, 2006). La batterie d'indicateurs, censée approcher le niveau de vie, pose des problèmes méthodologiques ardues lorsqu'on essaie de les synthétiser. Il y a le problème de la sélection des indicateurs élémentaires, le choix de la pondération et, enfin, la cohérence avec les autres indices synthétiques ou bien les comptes nationaux. Les indicateurs synthétiques

séduisent les médias qui en sont friands en raison de la simplicité des résultats et le hit-parade des pays qu'ils permettent de dresser.

### Les indicateurs subjectifs de bien-être

Les indicateurs psychologiques sont certainement ceux qui se rapprochent le plus du bien-être. Les mesures subjectives de la satisfaction de la vie sont calculées à partir d'enquêtes dans lesquelles on demande aux individus s'ils sont heureux et satisfaits de la vie dans son ensemble ou dans certains domaines (travail, famille, vie en société), généralement dans le cadre d'interviews couvrant un grand nombre de thèmes. Certaines des recherches consacrées à la satisfaction subjective de la vie ont examiné le lien avec le revenu dans le pays considéré. Ces recherches débouchent sur les constats suivants : il existe une corrélation positive entre le bien-être subjectif et le PIB par habitant à un moment donné, et une tendance à la diminution des gains de bien-être subjectif lorsque le PIB par habitant est supérieur à 10 000 USD. Le Luxembourg constitue un bon exemple : 1<sup>er</sup> du classement en termes de PIB par habitant, le pays recule à la 8<sup>e</sup> place si l'on se réfère au score moyen de satisfaction de la vie (voir *Kaléidoscope 2006*, chapitre 2.3). En ce qui concerne l'évolution dans le temps, une plus grande prospérité matérielle ne rend pas



# POLYGONE

## Les polyvalents

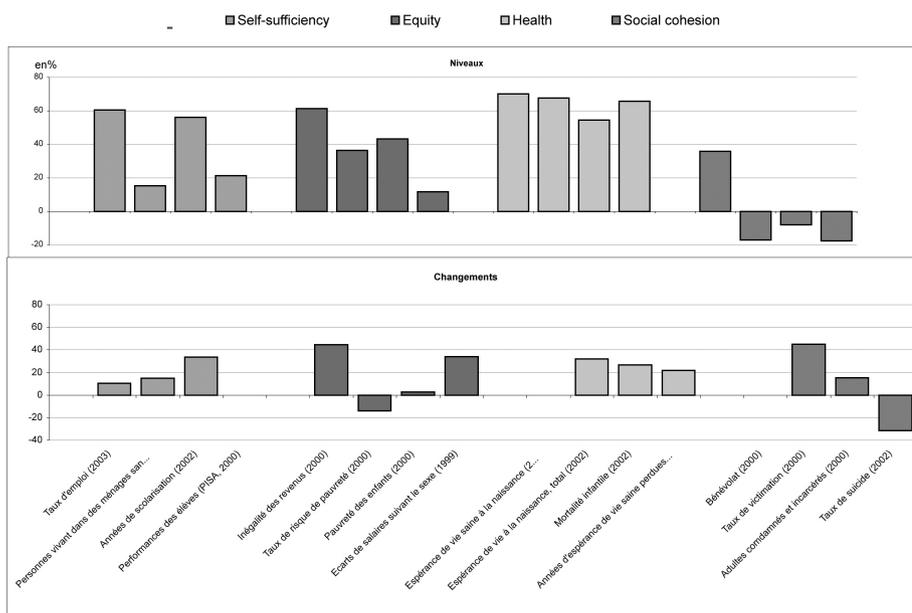
Déblayage et démolitions  
Nettoyage de chantiers et de bâtiments  
Entretien d'alentours  
Location / vente de conteneurs de bureau  
Vente / pose de clôtures  
Location de toilettes mobiles DIXI

**Vous avez besoin d'un coup de main?  
Appelez Polygone!**

# 49 20 05 -1

Polygone S.à r.l.  
37, rue de la Gare  
L-7535 Mersch  
Téléphone 49 20 05-1  
Fax 40 57 61

Corrélations entre le PIB par habitant et différents indicateurs sociaux dans les pays de l'OCDE



1. For variables where higher values of the indicators denote worse social outcomes (e.g. infant mortality, prisoners, denoted with an "\*\*\*\*") correlations with per capita income are shown with the opposite sign (e.g. countries with higher per capita income have lower infant mortality rate — shown with a positive sign — and higher rates of imprisonment — shown with a negative sign). Per capita income is measured as GDP in current prices and at purchasing power parity exchange rates, divided by the total population. Correlations are computed between values of the GDP per capita and of the social indicators in the same period; the number of countries considered may vary among different pairs of variables depending on data availability.

2. Changes between the first half of the 1980s to around 2000. For the exact period for each indicator, see Boarini et al. (2006).  
Source : OECD *Society at a Glance* and Boarini et al. (2006).

nécessairement plus heureux ! (Bordes, 2006).

Les recherches mettent en lumière une très grande similitude des déterminants de la satisfaction de la vie au niveau personnel. Deux résultats essentiels sont à souligner : bien qu'il existe une relation positive entre la satisfaction de la vie et le revenu de l'individu, les différences de satisfaction de la vie entre les individus ne sont pas proportionnelles aux écarts de revenu. L'amélioration du bien-être de l'individu dépend des facteurs comme le travail, les liens familiaux ou la santé. Au total, les recherches consacrées au bien-être subjectif montrent que plusieurs facteurs contribuent à la satisfaction globale de la vie et qu'au-delà de la situation privée de chaque individu, le bonheur de l'être humain est également fonction du contexte plus large, collectif et national (et international), dans lequel il vit (voir graphique ci-dessus).

Les corrélations significatives entre le PIB par habitant et les indicateurs synthétiques dans différents domaines montrent bien que les comptes nationaux ont un lien fort avec le bien-être, même subjectif, mais qu'ils ne se confondent guère avec ce dernier. On ne saurait mieux illustrer et plaider la cause

de la complémentarité entre les indices issus de sources très variées et reflétant des dimensions très différentes.

### Un plaidoyer en guise de conclusion

Dans cet article, nous avons essayé de plaider pour une panoplie la plus étendue et la plus cohérente possible pour évaluer d'une manière fiable l'activité, la richesse et le bien-être. Une tâche essentielle est de parfaire la fabrication du PIB de manière à être conforme avec la réglementation communautaire et anticiper déjà sur les changements importants qui se préparent comme l'intégration, discutée au niveau international, des valeurs immatérielles. Le calcul d'indicateurs synthétiques à partir d'indicateurs comme ceux préconisés par l'UE pour guider la stratégie de Lisbonne ou les indicateurs du rapport Fontagné, que compile l'Observatoire de la compétitivité, est un exercice utile à condition de contrôler les processus de production de l'indice (sélection des indicateurs, pondération, agrégation) et de s'assurer de sa stabilité. De plus, les indicateurs de base doivent pouvoir être justifiés par rapport aux concepts qu'ils sont censés mesurer et leurs relations doivent être modélisées dans un ensemble cohérent.

Il ne sert à rien de débattre de richesse et de bien-être si on ne comprend pas les chiffres sous-jacents, les innombrables indicateurs – ceux de Lisbonne, du développement durable ou de la compétitivité –, si leur portée et leur utilité ne sont pas avérées, si le lien avec l'action collective est trop ténu.

Les partenaires sociaux, la communauté scientifique, les statisticiens devraient travailler à faire reconnaître et légitimer une batterie d'indicateurs, partant des comptes nationaux, pour aboutir à des indicateurs de bien-être subjectifs. Comme disait B. Perret lors du séminaire déjà cité : « Il convient d'organiser la sélection des indicateurs et la mise en débat des informations qu'ils fournissent dans un cadre institutionnel adapté. »

<sup>1</sup> « Vers de nouveaux indicateurs de richesse », séminaire du 12 juillet 2006

### Bibliographie

- Archambault E., *Comptabilité nationale*, 6<sup>e</sup> édition, Economica, 2003
- Stater, rapport *Travail et cohésion sociale*, 2005 et 2006
- Stater, *Kaléidoscope 2006*, Luxembourg
- Stater, statnews IDH du 13 juillet 2004
- Perret B., *Les indicateurs sociaux, état des lieux et perspectives*, notes de l'intervention au séminaire de la CEPL et de l'Observatoire de la compétitivité de juillet 2006.
- Observatoire de la compétitivité, *Bilan compétitivité 2006*, ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, Luxembourg, septembre 2006
- Observatoire de la compétitivité, Actes du colloque *En route vers Lisbonne*, ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, www.odc.lu
- Van Praag B.M.S., Ferrer-i-Carbonell A., *Happiness quantified*, Oxford, 2004
- OCDE, *Alternative measures of well-being*, Statistics Brief, mai 2006, n° 11
- Perret B., *Les indicateurs sociaux, état des lieux et perspectives*, texte de l'intervention au colloque « Vers de nouveaux indicateurs de richesse », juillet 2006, www.odc.lu
- Gadrey J., Jany-Catrice F., *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, Repères, 2005
- Bordes C., *La croissance ne fait pas le bonheur... mais elle y contribue*, Problèmes économiques, 12 avril 2006